

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de NANCY

**Etude technique de résistance et de
stabilité d'ouvrages
de l'Ecole Nationale Supérieure
d'Architecture de NANCY**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Remise des dossiers des offres :

Date et heure limites de réception : Lundi 04 septembre 2023
2, rue Bastien Lepage 54000 NANCY

SOMMAIRE

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ.....	3
1.3. SOUS-TRAITANCE	3
1.4. MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	3
2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
3. CONTENU DES PRESTATIONS	4
4. PRIX.....	4
4.1. FORME DU PRIX	4
4.2. MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX :	4
4.3. T.V.A.	4
5. RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	4
5.1. ACOMPTES.....	4
5.2. DÉLAIS DE PAIEMENT	5
5.3. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE.....	5
5.4. RÈGLEMENT EN CAS DE COTRITAIENTS	5
5.5. RÈGLEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTS	5
6. EXÉCUTION DE LA MISSION	6
6.1. DÉFINITION DE LA MISSION	6
6.2. DÉLAIS D'ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS - PÉNALITÉS	6
6.2.1. Délais	6
6.2.2. Pénalités relatives à la fourniture de documents.....	6
6.3. MODALITÉS DE VALIDATION	6
6.4. RÉCEPTION DES DOCUMENTS D'ÉTUDES.....	6
6.4.1. Modalités de fourniture des documents d'études	6
6.4.2. Délais	7
7. UTILISATION DES RÉSULTATS.....	7
8. ACHEVEMENT DE LA MISSION	7
9. RESILIATION DU MARCHÉ.....	7
10. ASSURANCES.....	7
10.1. ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ DÉCENNALE ET DES RISQUES ANNEXES	7
10.2. AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES	8
11. DÉROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I.	8

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est un marché de prestations intellectuelles.

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles selon la procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique, en vue de la remise simultanée de la candidature et de l'offre.

Le présent marché consiste en la réalisation d'une étude technique de résistance et de stabilité d'ouvrages de l'école nationale supérieure d'architecture de NANCY.

1.2. TITULAIRE DU MARCHÉ

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Le titulaire désigne au maître d'ouvrage en la personne de

M ou
Mme

celle de l'équipe chargée d'assurer, depuis le début et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, la coordination effective de toutes les études. Cette personne sera l'interlocutrice privilégiée du maître d'ouvrage, elle devra assister à toutes les réunions que demande le maître d'ouvrage et être habilitée à prendre les décisions nécessaires.

Le changement de personne habilitée ci-dessus par une personne de qualification équivalente devra être notifié par écrit immédiatement au maître d'ouvrage pour agrément.

1.3. SOUS-TRAITANCE

Le prestataire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

1.4. MAÎTRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est représentée par ;
Madame Gaëlle PERRAUDIN Directrice de
L'Ecole Nationale d'Architecture de NANCY
2, rue Bastien Lepage
54000 NANCY

2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 au CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.TP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La note méthodologique remise par le titulaire

3. CONTENU DES PRESTATIONS

Voir cahier des charges joint au présent marché.

4. PRIX

4.1. FORME DU PRIX

Le prix est forfaitaire et non révisable suivant les modalités fixées à l'article 4.2 ci-après.

4.2. MODALITES DE REVISION DES PRIX :

Sans objet, le marché est d'une durée de 4 mois.

4.3. T.V.A.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent C.C.P. sont exprimés hors T.V.A.

5. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

5.1. ACOMPTES

Date d'exigibilité des acomptes

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux phases et aux éléments de mission définis ci-après, ainsi que leur prix, évalué en prix de base et hors TVA.

Prestation rémunérée	Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission (annexe 1 de l'acte d'engagement)	Date d'exigibilité de l'acompte
Préparation de l'intervention	100%	Exigible après approbation de l'élément
Intervention sur site	50%	Exigible après approbation de l'élément
Rendu	50%	Exigible après approbation de l'élément
Réunion de restitution	Solde de l'ensemble des prestations	Exigible après approbation de l'élément

Dans le cas d'un acompte correspondant au règlement partiel d'un élément de mission, la demande d'acompte comporte le compte rendu d'avancement de cet élément de mission et le pourcentage d'avancement de son exécution.

En application de l'article R 2191-22 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Toutefois, à la demande du titulaire du marché le délai peut être ramené à un mois.

5.2. DELAIS DE PAIEMENT

Le délai dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement des acomptes et du solde est de 30 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande du titulaire.

En cas de dépassement de ce délai, les sommes non payées produisent des intérêts au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne, augmenté de 8 points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € sera également versée au titulaire.

5.3. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire doit prévenir en temps utile et par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire, numéro SIRET ou autre).

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

5.4. REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12.1 du C.C.A.G. – P.I.

5.5. REGLEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANTS

Il sera fait application des dispositions de l'article 12.2 du C.C.A.G. – P.I.

6. EXECUTION DE LA MISSION

6.1. DEFINITION DE LA MISSION

La présentation, les objectifs, le contenu de la mission et son déroulement sont explicitées et détaillées dans le cahier des charges du présent marché.

Une réunion initiale sera organisée lors du lancement de l'étude. Elle aura pour objet d'affiner le calendrier de la prestation, les modalités de transmission des documents, d'organisation des visites et des réunions.

6.2. DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS - PENALITES

Les délais seront calculés selon les indications du cahier des charges. Les pénalités porteront sur tous les jours calendaires de retard.

6.2.1. Délais

Les délais et les points de départ des délais sont précisés à l'article 6 de l'acte d'engagement.

6.2.2. Pénalités relatives à la fourniture de documents

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, pour chaque phase, en cas de retard dans le rendu des documents, le titulaire subira, sur ses créances, des pénalités dont le montant H.T. par jour calendaire de retard est fixé à 500 €.

6.3. MODALITES DE VALIDATION

Pour chaque rendu de documents correspondant aux trois phases de la mission, une réunion de présentation sera organisée. Les documents rendus feront l'objet, en cours de réunion, d'observations de la part du maître d'ouvrage. Sur la base de ces observations, à l'issue de chaque réunion le titulaire devra sous 72 heures transmettre son rapport modifié.

Les modalités pratiques de ces réunions : salle, convocation, horaire, dispositions matérielles sont à la charge du maître d'ouvrage. Les supports et la présentation sous la forme d'un exposé oral sont à la charge du titulaire.

6.4. RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES

6.4.1. Modalités de fourniture des documents d'études

Les documents à fournir par le titulaire, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, seront remis par celui-ci au maître d'ouvrage sur support électronique modifiable et non modifiable.

(pièces écrites au format Word, Excel ou Acrobat Reader – plans au format Autocad et PDF - pièces graphiques au format jpeg)

Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents remis, dans le cadre

de l'opération envisagée.

6.4.2. Délais

Conformément à l'article 28, du CCAG-PI, la décision du maître d'ouvrage, ou de son représentant, d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction, ou de rejet des documents d'études ci-dessus, doit intervenir dans le délai de deux mois, étant précisé que le titulaire s'engage à soumettre les documents au maître de l'ouvrage dans leurs versions provisoires au fur et à mesure de leur élaboration.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage, ou son représentant, des documents d'étude. Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue et approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage, ou son représentant, dispose, pour donner son avis après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

7. UTILISATION DES RESULTATS

Il sera fait application du chapitre 6 du C.C.A.G.- P.I.

8. ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des documents que le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage. L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision d'admission établie sur la demande du titulaire par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. La réception entérine le droit de transfert de propriété.

9. RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 C.C.A.G. – P.I. avec les précisions suivantes :

- L'application éventuelle des stipulations du paragraphe 3 de l'article 41 du CCAG-PI sera assortie d'un abattement au moins égal à dix pour cent (10 %) de la valeur des prestations.

- Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter, en vertu de l'article 22 du CCAG-PI, l'exécution du présent marché au terme de chacune des phases du présent marché. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

10. ASSURANCES

10.1. ASSURANCE DE LA RESPONSABILITE DECENNALE ET DES RISQUES ANNEXES

Sans objet.

10.2. AUTRES ASSURANCES INDIVIDUELLES

Le titulaire déclare être titulaire, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les prestations, et produira l'attestation d'assurance correspondante avant la notification du marché.

11. DEROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I et AU C.C.A.G. - MOE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge à l'article 14 du CCAG PI et à l'article 6.2.2 du CCAG MOE.

Le titulaire

(Signature et cachet)